

# PLFSS 2025 :

## ENCORE UN PASSAGE EN FORCE POUR ATTAQUER LA SÉCU !



Alors que les politiques antisociales d'Emmanuel Macron ont été censurées dans la rue et dans les urnes, François Bayrou persiste et signe, dans un nouveau déni de démocratie, en annonçant passer en force avec deux 49.3 pour établir le budget de l'État et le budget de la Sécurité sociale en fin de semaine. Le nouveau Premier ministre veut nous imposer à nouveau les mêmes budgets que le gouvernement Barnier censuré, avec des coupes claires pour chacun d'eux.

### **PLF, PLFSS mêmes dégâts !**

Qu'il s'agisse du PLF qui accélère la détérioration des services publics comme l'éducation ou du PLFSS qui prévoit la baisse des prestations de Sécurité sociale et la dégradation de l'offre de soins, c'est un changement de modèle social que veut nous imposer ce gouvernement à l'image de ses prédécesseurs. Comme pour le dossier des retraites et leur véritable projet qui est la capitalisation, les comptes sont présentés de façon biaisée et faussement détériorée afin de faire accepter l'inacceptable.

### **L'épouvantail du Déficit et du trou de la Sécu toujours le même mensonge !**

Dans le « dérapage » général des budgets, le gouvernement annonce pour la Sécurité sociale un déficit de 24 milliards d'euros en 2025, au lieu des 16 milliards annoncés en octobre dernier. Le gouvernement insiste en précisant que sans les mesures prévues par le PLFSS examiné à partir du 3 février à l'Assemblée nationale, le « trou » se creuserait à 30 milliards.

Un déficit créé artificiellement puisqu'il n'est pas le résultat de dépenses incontrôlées, mais bien le tarissement guidé des sources de financement (exonérations de cotisations patronales, cadeaux fiscaux aux riches et aux patrons)

## **Vive le travail gratuit, en route vers l'esclavage ?**

Ainsi, le gouvernement remet notamment sur la table les 7 heures de travail «gratuit» par an. *«Cette mesure peut, en 2025, générer deux milliards d'euros de recettes fléchées vers les dépenses sociales»* selon Catherine Vautrin. Cette mesure avait pourtant fait polémique, avant d'être finalement retirée du projet de budget de la Sécurité sociale en novembre. Ce gouvernement s'entête aussi à baisser le plafond des indemnités journalières versées par l'Assurance maladie en cas d'arrêt de travail à 1,4 Smic, et non 1,8 comme aujourd'hui, qui entraînerait une réduction de dépense estimée à 400 millions d'euros. Rappelons que ces «économies», qui se feraient sur le dos des malades en arrêt maladie, correspond à la baisse de la compensation des exonérations de cotisations sociales estimée à 650 millions. À croire que ce gouvernement semble plus enclin à prendre le risque d'une nouvelle censure, coûtant 12 milliards d'euros, que de remettre en cause ses orientations libérales.

## **Et combien de cadeaux aux entreprises ?**

Ne soyons pas dupes, ce sont des choix politiques nourris d'une idéologie ultra libérale et réactionnaire que ce gouvernement à la solde du grand capital veut nous imposer afin de continuer à privilégier un patronat qui bat des records de dividendes avec 98 milliards en 2024 et 54,3 milliards pour les seules entreprises françaises. Ce gouvernement fait clairement le choix de continuer à abreuver le patronat d'aides publiques versées sans conditions (203,2 Milliards en 2023) financées par l'impôt et à l'exonérer de cotisations sociales (90 milliards en 2024) au détriment des besoins en éducation, en santé, et en services publics de la population. Preuve en est le recul sur plusieurs mesures dites défavorables au patronat au fil des négociations comme la réduction de 4 à 1,6 milliards de « l'effort » demandé aux entreprises via une réduction des exonérations de cotisations sociales.

Il faut que cela cesse ! Nous ne pouvons accepter ces choix politiques mortifères qui vont précipiter les travailleuses et travailleurs dans la pauvreté et la misère. D'autres choix sont possibles !

**LA FNPOS CGT APPELLE LES TRAVAILLEURS ET LES TRAVAILLEUSES À S'OPPOSER ET CENSURER PAR LA MOBILISATION CE GOUVERNEMENT AFIN QUE CES PROJETS DE LOI NE NOUS SOIENT PAS IMPOSÉS.**

**LA FNPOS CGT REVENDIQUE L'ABROGATION DES LOIS DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE, PRÉALABLE À UNE SÉCURITÉ SOCIALE À 100%.**